



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

## Alerte sur la situation catastrophique des services d'urgence

Question écrite n° 4698

### Texte de la question

Mme Charlotte Leduc alerte M. le ministre de la santé et de la prévention sur la situation catastrophique des services d'urgence dans l'ensemble du pays et notamment en Moselle. Il suffit aujourd'hui de feuilleter la presse quotidienne régionale pour se rendre compte du chaos général qui règne dans les services d'urgence hospitaliers. « Hôpital de Forbach : un service des urgences qui ne tient plus qu'à un fil », « À Saint-Avold, les Urgences vont « fermer » la nuit », « Thionville : Grève aux urgences et nouvel appel au rassemblement ». Voilà autant de titres qui devraient alerter le Gouvernement et provoquer, enfin, une réaction de l'État. Ces situations ne sont pourtant pas nouvelles. Avant même la pandémie de covid-19, les diverses mobilisations des soignants avaient rendu visible le contexte apocalyptique de l'hôpital public. Cet état de fait est le résultat de 20 années de gestion néolibérale, de *management* brutal et d'austérité généralisée dans le secteur de la santé. Un des slogans des soignants était d'ailleurs à l'époque « À force de compter les sous on finira par compter les morts ». Depuis, la pandémie est passée par là et a fini de désorganiser les services et d'essouffler des soignants à bout de force. Les démissions et les arrêts maladies se multiplient. À Saint-Avold, par exemple, 36 soignants sur les 38 que compte le service d'urgence de nuit sont en arrêt. Le service ne peut tout simplement plus fonctionner et les patients sont renvoyés vers les hôpitaux alentour qui, à leur tour, sont au bord de la rupture face à ce flux supplémentaire qu'ils n'ont pas les moyens d'absorber. Et la sinistre prédiction de 2019 s'est réalisée. Les gens meurent à l'hôpital, non plus malgré les soins, mais faute de soins. Les données récoltées dans 13 départements montrent que 23 patients sont morts sur des brancards faute d'avoir été pris en charge rapidement sur le seul mois de décembre 2022 selon le syndicat Samu-Urgence France. Le chiffre au niveau national pourrait s'établir à 150 morts en un mois toujours selon ce syndicat. Face à ces cruelles réalités, l'action est plus que jamais urgente. Il ne sert à rien de blâmer les 35 heures lorsque les soignants multiplient les *burn-out* et frôlent en permanence l'épuisement tout en dépassant allégrement le plafond légal européen de 48 heures de travail par semaine. Il faut embaucher et investir massivement dans les besoins matériels des hôpitaux. Il faut augmenter le nombre de place dans les instituts de formation en soin infirmier (IFSI) et supprimer l'absurde *numerus clausus* qui prive le pays de médecins en nombre suffisant. Il faut enfin titulariser les contractuels précaires et améliorer les conditions de travail afin de faire revenir à l'hôpital tous les soignants qui sont partis de fatigue et de découragement. Les mesures à prendre sont simples, connues de toutes et tous et portées depuis longtemps par les acteurs de terrain des différents collectifs et syndicats. Elle demande donc ce qu'attend donc le Gouvernement pour s'appuyer sur cette expertise concrète et prendre enfin les mesures qui s'imposent pour que plus personne ne meure faute de soin dans ce pays.

### Données clés

**Auteur :** [Mme Charlotte Leduc](#)

**Circonscription :** Moselle (3<sup>e</sup> circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 4698

**Rubrique :** Établissements de santé

**Ministère interrogé** : Santé et prévention

**Ministère attributaire** : [Santé et prévention](#)

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [17 janvier 2023](#), page 341

**Question retirée le** : 11 juin 2024 (Fin de mandat)